

ROYAUME DU MAROC
HAUT COMMISSARIAT AU PLAN

BUDGET ECONOMIQUE
EXPLORATOIRE 2008

Juin 2007

SOMMAIRE

RESUME.....	- 1 -
I-L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL.....	- 6 -
II-LA CROISSANCE ECONOMIQUE NATIONALE REVISEE DE 2007	- 13 -
III-LES PERSPECTIVES ECONOMIQUES NATIONALES EN 2008	- 17 -
III-1-LES HYPOTHESES SOUS TENDANT LES PREVISIONS	- 17 -
III-2-LA CROISSANCE ECONOMIQUE EN 2008	- 18 -
III-3- LES COMPOSANTES DU PRODUIT INTERIEUR BRUT.....	- 20 -
III-3-1- LA CONSOMMATION FINALE NATIONALE.....	- 20 -
III-3-2- L'INVESTISSEMENT BRUT.....	- 20 -
III-3-3-LE COMMERCE EXTERIEUR.....	- 21 -
III-3-4-LA CONTRIBUTION DES COMPOSANTES DU PIB A LA CROISSANCE	- 23 -
IV- LE REVENU NATIONAL, L'EPARGNE ET L'INVESTISSEMENT.....	- 23 -
ANNEXES	- 25 -

RESUME

Le budget économique exploratoire établi, chaque année, à la veille du lancement des travaux de préparation du projet de loi de finances, présente une estimation de la croissance économique nationale en 2007 et les perspectives économiques pour l'année 2008.

Il tient compte des réalisations provisoires de l'année 2006 établies par la comptabilité nationale, et suppose la reconduction, durant l'année prochaine, de la politique budgétaire de l'Etat en vigueur en 2007. Il prend également en considération l'évolution des principales grandeurs caractérisant l'environnement économique national et international pour l'année 2007 et 2008.

En ce qui concerne l'environnement international, les hypothèses retenues s'appuient sur les prévisions établies par les organismes internationaux durant les mois d'avril et mai, en l'occurrence le Fonds Monétaire International, la Commission Européenne et l'Organisation de la Coopération et de Développement Economique. A cet égard, il est prévu que la croissance mondiale serait maintenue, en 2008, au niveau estimé en 2007 (4,9%), soit un rythme légèrement inférieur au taux de 5,4% observé en 2006.

L'économie mondiale bénéficierait, à nouveau, d'une année de croissance robuste dans la mesure où le ralentissement de l'économie américaine n'aura pas d'effet concret sur la croissance mondiale en 2008. Celle-ci serait soutenue par la forte contribution des différentes régions économiques, notamment la reprise de la zone Euro avec une croissance au dessus de son potentiel, la relance confirmée de l'activité au Japon, l'embellie de la croissance dans les pays émergents d'Asie, particulièrement la Chine et l'Inde, ainsi que la consolidation des performances économiques en Amérique Latine et en Afrique.

Toutefois, il est prévu que la pression continuerait de s'exercer sur les marchés pétroliers où le cours moyen pourrait atteindre 70,3 \$/baril en 2008 au lieu de 66,2\$ estimé pour 2007. Les pays importateurs du pétrole seront, désormais, amenés à couvrir des charges supplémentaires en matière de subvention des prix énergétiques, malgré l'effet positif de la dépréciation continue du dollar américain par rapport à l'euro, dont la parité se situerait aux environs de 1,33.

L'inflation au niveau mondial serait, ainsi, en légère hausse dans les pays avancés en passant de 1,8% en 2007 à 2,1% en 2008, alors qu'elle poursuivrait sa tendance baissière dans les pays en développement en s'établissant à 4,9% en 2008 au lieu de 5,4% en 2007.

Le volume du commerce mondial connaîtrait une légère reprise, en restant, toutefois, inférieur au rythme de croissance de 9,2% enregistré en 2006, soit à 7% en 2007 et 7,4% en 2008. Ce rythme pourrait être plus important en raison d'une éventuelle relance des négociations commerciales multilatérales.

Au plan intérieur, l'économie nationale serait affectée en 2007 par une forte baisse de la production des céréales qui s'établit à 20,5 millions de quintaux, au lieu de 93 Millions une année auparavant. Ce résultat serait attribuable aux conditions climatiques défavorables qu'a connues le secteur agricole. De ce fait, la valeur ajoutée du secteur primaire serait en baisse de près de 17,2% en volume et ce, après la croissance de 21% de 2006.

Parallèlement, les secteurs non agricoles (activités secondaires et tertiaires) seraient marqués durant l'année 2007 par la consolidation des activités du bâtiment et travaux publics, du tourisme, des industries de transformation, des télécommunications et des services financiers. La valeur ajoutée des secteurs non agricoles (y compris les droits et taxes à l'importation déduites des subventions) dégagerait une progression de 4,7% en 2007.

Compte tenu de ces évolutions sectorielles différenciées, la croissance du **Produit Intérieur Brut en volume** est estimée à **1,6% en 2007**, soit le même taux que celui retenu dans le budget économique prévisionnel publié au mois de janvier de l'année en cours, sous l'hypothèse d'une mauvaise campagne agricole.

S'agissant de **l'année 2008**, les hypothèses sous-tendant les prévisions sont, globalement, favorables à une relance relative de l'activité économique. Il s'agit de la réalisation d'une production céréalière moyenne d'environ 60 millions de quintaux et de la reconduction de la politique budgétaire de l'Etat, caractérisée par la hausse des investissements publics et des incitations octroyées au secteur privé. L'environnement international serait également propice, à travers le renforcement de la demande mondiale adressée au Maroc.

Les gains en terme de compétitivité des entreprises marocaines seraient soutenus par le renforcement des exportations vers les nouveaux marchés, notamment américain dans le cadre de l'application des dispositions des accords du libre échange avec les Etats-Unis d'Amérique et certains pays arabes (Tunisie, Egypte et Jordanie) suite à l'application de l'accord d'Agadir, ainsi qu'avec la Turquie.

Compte tenu de la consolidation des activités non agricoles favorisée par l'expansion de la demande globale stimulée, essentiellement, par les investissements, les exportations et la consommation des ménages, **le Produit Intérieur Brut serait en hausse de 5,8% en 2008 au lieu de 1,6% estimée pour 2007**. Il est à noter que cette croissance est prévue dans un contexte qui serait marqué par une maîtrise de l'augmentation des prix, grâce notamment au soutien de l'Etat à la consommation des produits énergétiques et à la mise en

œuvre d'une politique monétaire prudente. Le taux d'inflation exprimé par le prix implicite¹ du PIB passerait de 2,1% en 2006 à 2,6% 2007et 2,4% en 2008.

Dans ce cadre, le secteur non agricole maintiendrait son rythme de croissance enregistré ces dernières années, soit environ 5% au lieu de 4,7% en 2007. Le **secteur secondaire** (mines, énergie, industries de transformation et bâtiment et travaux publics) s'accroîtrait, presque au même rythme qu'en 2007, soit 4,7%. Parallèlement, **le secteur tertiaire** dont la part dans le PIB connaît une amélioration continue, dégagerait une valeur ajoutée en amélioration de 5,2% au lieu de 4,7% en 2007, sous l'effet, en particulier, de la performance consolidée des activités touristiques, des télécommunications et des services financiers.

La part du secteur tertiaire dans le PIB atteindrait 63,3% au lieu de 63,1% en 2007 et 61,3% en 2006. Les activités des services sont, ainsi, en train de prendre une place croissante dans l'économie nationale. Leur contribution à la croissance économique représenterait 3,3 points en 2008 au lieu de 2,9 points en 2007 et 2,6 points en 2006. Quant au secteur primaire, il renouerait avec la croissance, étant donné l'hypothèse d'une campagne agricole moyenne. Sa valeur ajoutée s'accroîtrait de près de 11,5% contre une diminution de 17,2% estimée pour 2007.

Au niveau des emplois du PIB, l'évolution prévisible de la demande finale en 2008 fait ressortir une poursuite du dynamisme de l'investissement à un rythme soutenu. En effet, la formation brute de capital fixe (FBCF), maintiendrait sa tendance à la hausse avec 10,7% et l'investissement brut (composé de la FBCF et de la variation des stocks) représenterait, dès lors, 33,4% du PIB au lieu de 31,8% en 2007.

¹ Ce taux correspond au prix implicite du PIB et constitue un meilleur indicateur de l'inflation que l'indice du coût de la vie qui mesure l'évolution des prix d'un panier de produits pour des ménages à revenu modeste.

De son côté, la consommation finale nationale (consommation finale des ménages résidents et consommation des administrations publiques) s'accroîtrait de 7,4% au lieu de 5,8% en 2007. Ceci serait dû, essentiellement, à la progression de la consommation des ménages résidents qui atteindrait 9% au lieu de 4,6% estimée pour 2007, du fait de l'augmentation des revenus des ménages et de la hausse de l'autoconsommation en produits agricoles. La consommation publique, quant à elle, s'accroîtrait selon un rythme modéré d'environ 2,7% après une croissance estimée à 9,4% en 2007.

En ce qui concerne les échanges extérieurs, les exportations et les importations de biens et services s'accroîtraient respectivement de 10,8% et 12,9% en 2008. Cette évolution asymétrique se traduirait par une accentuation du déficit en ressources qui atteindrait 7,6% du PIB contre 6,7% estimée pour 2007 et ce, malgré la consolidation de la performance de l'activité touristique.

Cependant, l'augmentation des revenus des facteurs de production (capital et travail), exprimés, respectivement, par le revenu des investissements et les transferts courants, devrait couvrir largement le déficit en ressources et dégager, en conséquence, un excédent du solde des transactions courantes de la balance de paiements, s'établissant à 1,4% du PIB au lieu de 2,4% estimé pour 2007. Ceci signifie qu'au niveau du compte de financement, l'épargne nationale permettrait de couvrir la totalité de l'investissement, en représentant 34,8% du PIB, répartie entre l'épargne intérieure (25,7% du PIB) et les revenus nets reçus du reste du monde (9,1% du PIB).

Il convient de rappeler, au terme de ces prévisions, que les perspectives présentées dans ce document seront révisées dans le cadre de la version prévisionnelle du budget économique qui sera publiée au mois de janvier 2008, en intégrant les dispositions et mesures prévues par la prochaine loi de Finances après son adoption par le Parlement.

I- L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

Les perspectives économiques, établies par le Fonds Monétaire International (FMI), la Commission Européenne et l'Organisation de la Coopération et de Développement Economique (OCDE) aux mois d'avril et mai de l'année en cours, confirment la consolidation de la croissance mondiale à un rythme d'environ 4,9% en 2007 et 2008.

Ainsi, le ralentissement de l'économie américaine, considéré comme un risque majeur n'aurait pas, cependant, d'effet sur la croissance mondiale. Ce ralentissement serait compensé par l'importance de la contribution des autres régions économiques au dynamisme économique international, notamment la forte reprise de la zone Euro, la relance confirmée de l'économie Japonaise et l'embellie de croissance en Chine et en Inde. De même, l'Afrique et l'Amérique Latine continueraient à réaliser des taux de croissance élevés, profitant du contexte international favorable.

Il est à souligner que la maîtrise du cadre macroéconomique par la majorité des économies développées et émergentes et la dynamisation du marché du travail ont renforcé la résilience de l'économie mondiale et sa capacité à résorber les déséquilibres des marchés. Au contexte actuel caractérisé par la progression du commerce et de l'intégration financière, l'économie mondiale ne pourrait connaître de déclin sous l'effet d'une évolution contrariée affectant un seul pays, mais elle serait, plutôt, sensible aux événements négatifs touchant plusieurs pays de manière simultanée.

Néanmoins, certains risques planent encore sur l'environnement international, comme la volatilité du secteur financier et la poursuite du renchérissement des cours du pétrole brut provenant, essentiellement, de la hausse de la demande de l'énergie, qui pourraient provoquer l'accentuation des tensions inflationnistes dans la plupart des économies.

Les cours du pétrole brut resteraient élevés et instables en 2008 en s'établissant à 70,3 \$/baril au lieu de 66,2 \$ en 2007 selon la Commission Européenne. Cette évolution s'explique par l'accélération de la demande globale de l'énergie, conjuguée à un ralentissement de l'offre, orientant ainsi les prix à la hausse. Pour les autres matières premières hors pétrole, leurs prix ont enregistré des augmentations notables en 2006 suite à la forte demande des produits miniers et à l'insuffisance des stocks. Ces prix resteraient élevés en 2007, mais ils emprunteraient une tendance baissière en 2008.

L'inflation au niveau mondial serait, ainsi, en légère hausse dans les pays avancés en passant de 1,8% en 2007 à 2,1% en 2008, alors qu'elle poursuivrait sa tendance baissière dans les pays en développement en s'établissant à 4,9% en 2008 au lieu de 5,4% en 2007.

Les perspectives par régions sont prometteuses à l'exception de celles des **Etats-Unis d'Amérique**. La contraction extrêmement prononcée de l'immobilier pourrait atténuer le rythme de la croissance américaine à 2,3% en 2007 et 2008 au lieu de 3,3% réalisée en 2006. De même, l'impact de l'augmentation des cours du pétrole brut sur les prix des biens et services engendrerait des tensions inflationnistes en 2008. Dans ce cadre, l'orientation de la politique monétaire, légèrement restrictive, devrait être maintenue tant que l'inflation resterait forte.

Toutefois, le ralentissement global de l'économie américaine sous l'effet de la crise de l'immobilier serait atténué par les performances du marché du travail, susceptible d'induire un dynamisme de la demande intérieure et partant, réinscrire l'économie dans son sentier de croissance tendancielle. Cette situation serait confortée par l'expansion prévisible des exportations, profitant de la dépréciation du dollar vis-à-vis de l'euro.

Au Japon, l'activité économique a enregistré une croissance de 2,2% en 2006 favorisée par le rebond de l'investissement des entreprises, des exportations et de la consommation des ménages. Ce rythme de croissance, devenu structurel, se maintiendrait en 2007 et 2008 en liaison avec les performances du marché de travail et de la demande globale. En effet, le taux de chômage ne dépasserait pas 4% en raison du bon comportement des entreprises, ce qui serait de nature à augmenter le niveau moyen des salaires et par suite, stimuler la consommation des ménages.

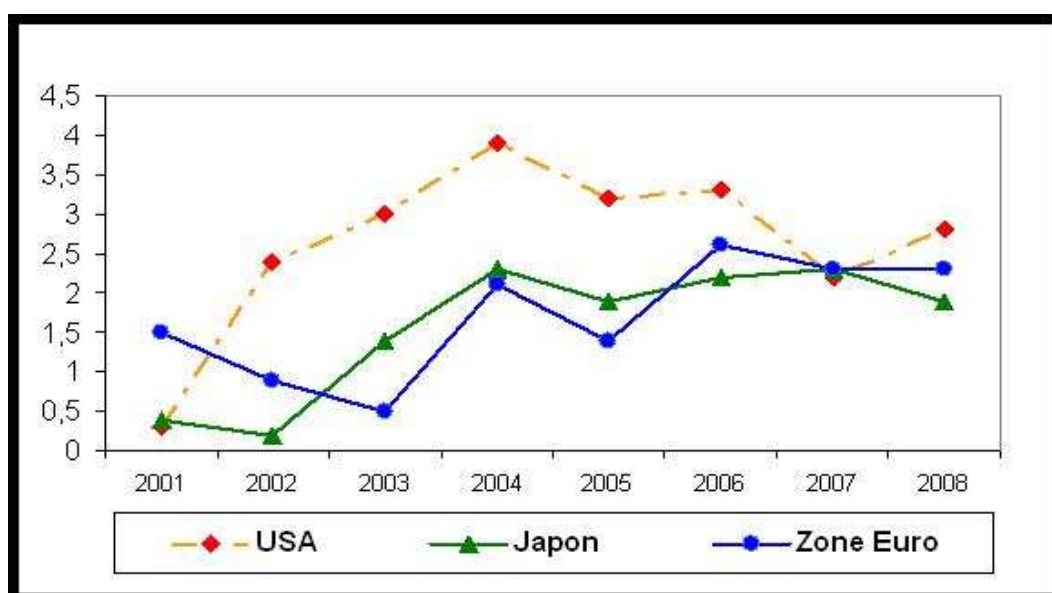
Cependant, la déflation n'est pas encore éradiquée puisque la variation du prix implicite du PIB serait légèrement négative en 2007 avant de connaître une hausse en s'établissant à 0,5% en 2008. En outre, l'économie du Japon est soumise au risque de fléchissement de la soutenabilité des finances publiques à moyen terme, qui après plusieurs années de consolidation budgétaire, devraient connaître une accentuation des dépenses publiques, et par conséquent une augmentation de l'endettement public.

Parallèlement, **la zone Euro** a enregistré, en 2006, le rythme de croissance le plus élevé durant les six dernières années, soit 2,6%. Les perspectives à court terme sont très encourageantes et la croissance serait au dessus du rythme tendanciel, soit 2,7% et 2,3% respectivement en 2007 et 2008. L'amélioration de l'investissement productif et résidentiel ainsi que la consommation des ménages, soutenue par les créations d'emplois et le redressement des salaires, constitueraient les principales sources de cette expansion.

Cependant, la forte expansion de l'investissement immobilier, depuis 10 ans dans plusieurs pays européens, pourrait afficher un ralentissement et engendrer un fléchissement de l'activité économique dans son ensemble.

S'agissant **des pays émergents de l'Europe** (Centrale et de l'Est), la relance de la zone Euro s'est répercutée positivement sur ces économies, notamment après leur intégration à l'Union Européenne. La croissance globale de ces pays a atteint 6% en 2006 profitant de la hausse des exportations, des importants flux d'investissements directs étrangers et de l'amélioration de la consommation finale favorisée par le dynamisme du marché du travail et de la hausse des salaires réels.

Graphique 2 : Evolution de la croissance dans les trois grandes régions économiques.



Dans les économies émergentes d'Asie, la croissance connaîtrait un léger ralentissement en 2008. La Chine a enregistré une croissance réelle très élevée de 10,7% en 2006, engendrée par la forte hausse des exportations dépassant 18% et par l'essor considérable de l'investissement qui a atteint 50% du PIB.

Les pouvoirs publics chinois ont mis en œuvre, au printemps 2006, des mesures restrictives à fin d'atténuer cette évolution, notamment, par la maîtrise de la liquidité de l'économie. A cet effet, il a été procédé à la réduction de l'accès au crédit bancaire destiné aux investissements, au relèvement des taux débiteurs et du taux de réserve obligatoire des banques.

Toutefois, l'économie chinoise continuerait sa croissance, en 2007 et 2008, soutenue par le rebondissement des exportations et de l'investissement en dépit des politiques de stabilisation mises en œuvre.

Concernant **les pays du Moyen Orient et du Golf**, le rythme de croissance s'est amélioré, en 2006, aussi bien dans les pays exportateurs de pétrole que dans les pays importateurs, en s'établissant, globalement, à 5,7%. Dans les pays producteurs de pétrole, la progression rapide des revenus provenant des exportations a renforcé l'excédent du solde courant de la balance de paiement en se situant à 20,9% du PIB en 2006.

En Afrique, la croissance économique se poursuivrait à un rythme légèrement supérieur à 5,5%, niveau enregistré en 2006. Les pays exportateurs de pétrole, favorisés par la hausse des prix, réaliseraient des croissances élevées d'environ 9,5% et 7,3% respectivement en 2007 et 2008, alors que celles des pays importateurs ne seraient que de 4,8% et 5,2%. Les sources de croissance en Afrique sont l'expansion de la production de pétrole, la hausse de la demande sur les matières premières non énergétiques, l'amélioration des investissements étrangers directs et la stabilité du cadre macroéconomique des principaux pays.

La région d'**Amérique latine et des caraïbes** a enregistré, en 2006, une excellente année de croissance évaluée globalement à 5,5% avec une inflation maîtrisée. Presque le tiers des pays de cette région a réalisé des taux de croissance de 7% durant la période 2004-2006, stimulés par un environnement international très favorable. Toutefois, les perspectives pour 2007 et 2008 dégagent un ralentissement de la croissance en passant à 4,9% en 2007 et 4,2% en 2008, attribuable, particulièrement, aux répercussions de la modération de la croissance économique aux Etats-Unis, principal partenaire économique de la région.

Sur le plan **du commerce mondial**, la relance observée en 2006 s'est accompagnée d'une vive progression du volume des échanges commerciaux avec une croissance de 9,2%. Néanmoins, le léger ralentissement de la croissance économique prévisible pour 2007 et 2008 devrait se traduire par une légère diminution du rythme de progression du commerce mondial qui serait de 7% en 2007 et de 7,4% en 2008. La contribution de la zone Euro au développement du commerce mondial continuerait de se renforcer durant les années à venir, en liaison avec la consolidation de la croissance européenne alors que celle des Etats-Unis serait relativement en recul.

Globalement, les perspectives de l'environnement international en 2007 et 2008, seraient favorables à l'économie nationale à travers, notamment :

- **L'amélioration de la demande mondiale adressée au Maroc** : En dépit de la stagnation du rythme du commerce international, la demande mondiale adressée au Maroc s'accroîtrait en 2007 et 2008 sous l'effet de la consolidation de la croissance de la zone Euro, principale partenaire commercial, et emprunterait une tendance haussière.

En plus, l'application des dispositions de l'accord du libre échange avec les Etats-Unis, de l'accord d'Agadir et le renforcement des partenariats stratégiques avec des pays amis, pourrait augmenter le rythme d'accroissement des exportations marocaines.

- **La progression de la mobilité des capitaux** : La consolidation de la croissance mondiale, associée à une stabilité du marché financier international, faciliterait la mobilité des capitaux. Durant l'année 2006, le Maroc a drainé une part importante des investissements directs étrangers destinés à l'Afrique, soit environ 30 milliards de dirhams. Cette forte attractivité se poursuivrait en 2007 et 2008.

Toutefois, l'économie nationale serait marquée par une accentuation de l'inflation importée. L'orientation à la hausse des cours du pétrole brut sur le marché international devrait exacerber les tensions inflationnistes par une tendance à la hausse des prix intérieurs. Au Maroc, les prix à l'importation du pétrole ne cessent d'augmenter d'une année à l'autre, et se répercutent sur l'économie à travers l'indexation du prix des produits énergétiques sur le niveau général des prix intérieurs.

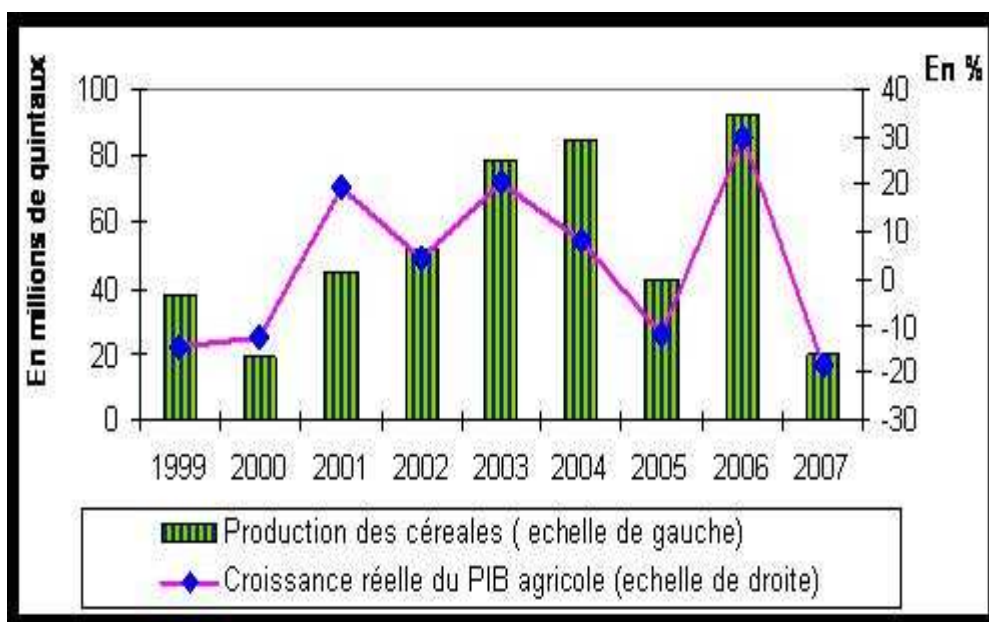
Mais, la dépréciation du billet vert américain vis-à-vis de l'euro engendrerait une appréciation du dirham par rapport au dollar et compenserait une partie de l'inflation importée.

II- LA CROISSANCE ECONOMIQUE NATIONALE REVISEE POUR 2007

La croissance économique nationale devrait se ralentir en 2007, en raison du fléchissement de la production céréalière durant la campagne agricole 2006-2007, atteignant 20,5 millions de quintaux au lieu de 93 millions enregistrés une année auparavant. Les cultures céréalières ont représenté 36% de la production végétale en 2006 et environ 22% de la production agricole totale : les fluctuations des campagnes agricoles sous l'effet des conditions climatiques sont bien ressenties au niveau de la valeur ajoutée primaire.

Celle-ci serait en régression de 17,2% en volume au lieu de 11,7% prévu initialement dans le budget économique prévisionnel 2007, publié au mois de janvier de l'année en cours. La baisse aurait été plus accentuée, n'était l'évolution satisfaisante pour les autres cultures végétales durant la campagne agricole 2006-2007, conjuguée à la stagnation de la production animale.

Graphique 3 : Evolution de la production des céréales d'automne et de la croissance réelle du PIB agricole



Le recul de l'activité primaire serait compensé par la consolidation des performances des secteurs non agricoles. En effet, les travaux de suivi et d'analyse de conjoncture économique² nationale, menés par le Haut Commissariat au Plan durant le premier semestre 2007, notamment l'arrêté des comptes nationaux dans leur version provisoire et les enquêtes trimestrielles, mettent en exergue le bon comportement de certaines activités secondaires et tertiaires notamment, le bâtiment et travaux publics, le tourisme, les mines, les grandes branches des industries de transformation, les télécommunications et les services financiers.

Dans ce cadre, le secteur du bâtiment et travaux publics continuerait son évolution à un rythme élevé, grâce à la poursuite de la réalisation des grands projets d'infrastructures et des programmes d'habitat social, notamment sous l'effet conjugué d'une demande soutenue des ménages en logement et de conditions de financement favorables.

De même, les industries de transformation maintiendraient leur essor, soutenu par la vigueur de la demande étrangère et conforté par l'entrée en vigueur des accords de libre échange en 2006, qui a profité notamment aux activités de la chimie, des Industries métalliques métallurgiques et électroniques et du textile.

De leur côté, les activités touristiques s'inscrivent globalement dans le prolongement des tendances amorcées depuis plus de cinq années, soutenue par le renforcement des dessertes aériennes nationales et la libéralisation du transport aérien de manière générale.

² - Pour plus d'informations, voir les notes de conjoncture publiées par l'Institut d'Analyse de la Conjoncture (INAC) relevant du Haut Commissariat au Plan.

Les performances des activités non agricoles seraient confortées globalement par l'élan considérable du secteur des technologies de l'information. En revanche, les secteurs de l'énergie, des transports et du commerce connaîtraient de légères améliorations.

De manière générale, les secteurs secondaires et tertiaires s'accroîtraient au même rythme de 4,7% en 2007. Le **Produit Intérieur Brut** afficherait, ainsi, une croissance de l'ordre de 1,6% en 2007 au lieu de 8% en 2006, soit le même taux que celui retenu dans le budget économique prévisionnel publié au mois de janvier de l'année en cours, sous l'hypothèse d'une mauvaise campagne agricole.

Il est à souligner dans ce cadre que ce rythme de croissance pourrait s'améliorer si l'on prend en considération une évolution plus favorable de l'économie nationale durant le deuxième semestre de l'année en cours, qui serait due à l'expansion des investissements en progression de plus de 11% et à la consolidation des exportations en hausse de plus de 12% depuis l'année 2005.

Cette évolution de l'activité économique nationale en 2007, interviendrait dans un environnement caractérisé par une légère hausse des prix par rapport à l'année dernière. Appréhendées par l'indice des prix implicite du PIB, l'inflation augmenterait d'environ 2,6%³ en 2007, au lieu de près de 2% en 2006, induite principalement par les effets de la sécheresse. Cette inflation serait plus accentuée sans le soutien de l'Etat à la consommation des produits énergétiques et l'adoption d'une politique monétaire prudente.

Au niveau des emplois du PIB, la consommation finale nationale s'accroîtrait de près de 5,8% au lieu de 7% en 2006. Ce ralentissement serait dû, essentiellement, à la baisse de la consommation des ménages résidents suite aux

³ Ce taux correspond au prix implicite du PIB et constitue un meilleur indicateur de l'inflation que l'indice du coût de la vie qui mesure l'évolution des prix d'un panier de produits pour des ménages à revenu modeste.

résultats défavorables de la campagne agricole 2006-2007. La consommation des Administrations publiques afficherait une amélioration de l'ordre de 9,4%, au lieu de 4,6% en 2006.

Parallèlement, les investissements consolideraient leur performance, observée depuis quelques années. Ainsi, la formation brute de capital fixe (FBCF) enregistrerait une hausse de 11,8% contre 10,9% en 2006. L'investissement brut, composé de la FBCF et de la variation des stocks, atteindrait 31,8% du PIB au lieu de 31,6% en 2007. Au niveau des échanges extérieurs, les exportations de biens et services (y compris les recettes des voyages) seraient en hausse de près de 12% contre 14,8% en 2006.

De ce fait, l'année 2007 serait marquée par le recul de la contribution de la consommation finale nationale à la croissance économique, qui passerait de 2,9 points en 2006 à 2,3 points l'année en cours. Ceci serait dû, essentiellement, à la baisse de la consommation des ménages résidents suite aux résultats défavorables de la campagne agricole 2006-2007. Néanmoins, la contribution de la consommation des administrations publiques serait de 1,1 point au lieu de 0,7 point en 2006.

La contribution de l'investissement brut, quant à elle, devrait se renforcer grâce au bon comportement de la formation brute de capital fixe dont la participation à la croissance économique serait de 2,3 points en 2007. Quant aux échanges extérieurs des biens et services, ils auraient une contribution des exportations nettes d'importations négative de 1,1 point.

III-LES PERSPECTIVES ECONOMIQUES NATIONALES EN 2008

III-1-Les hypothèses sous tendant les prévisions

- **Les facteurs extérieurs :** Les principales hypothèses retenues dans ce domaine concernent le cours moyen du pétrole prévu à 70,3 \$/baril en 2008 au lieu de 66,2\$ en 2006, la poursuite de la dépréciation du dollar par rapport à l'euro dont la parité atteindrait 1,33 et la légère amélioration de la demande mondiale adressée au Maroc, qui passerait de 7,4% en 2007 à 8,3% en 2008. Il est supposé, également, la poursuite du dynamisme de l'activité touristique et la consolidation du rythme d'accroissement des transferts des marocains résidents à l'étranger.

- **La campagne agricole 2007-2008 :** l'hypothèse retenue, dans ce cadre, porte sur la réalisation d'une production céréalière moyenne de 60 millions de quintaux, confortée par la consolidation de la production des autres cultures et d'une reprise de l'activité de l'élevage.

- **Les finances publiques :** L'hypothèse sous-tendant les perspectives exploratoires stipule la reconduction de la politique budgétaire menée en 2007. Il s'agit, en fait, du maintien de la structure de la fiscalité en vigueur et des politiques budgétaires annoncées y compris le renforcement de l'investissement public, le maintien de la subvention des prix à la production et à la consommation et la consolidation des avantages octroyés aux grandes entreprises.

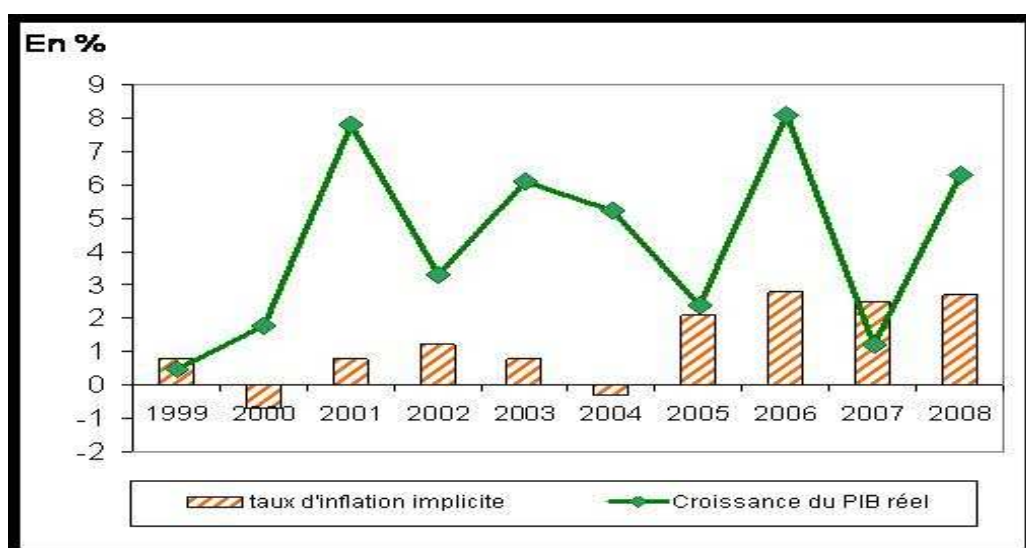
III-2-LA CROISSANCE ECONOMIQUE EN 2008

La croissance économique nationale prévue pour 2008 serait tirée, aussi bien, par la consommation finale nationale, notamment, celle des ménages résidents que par l'investissement, la demande touristique et les exportations.

Les stratégies de développement mises en œuvre dans certains secteurs, en l'occurrence, les industries de transformation, le tourisme, le bâtiment, les nouvelles technologies de l'information et de la communication, qui sont soutenues par les projets structurants d'infrastructures, constituent des facteurs qui laissent prévoir une consolidation des activités non agricoles (secteurs secondaire et tertiaire). Le PIB non agricole serait en progression de 5% en 2008 au lieu de 4,7% estimé pour 2007.

Parallèlement, le secteur primaire soutenu par l'hypothèse d'une campagne agricole moyenne, enregistrerait une hausse de sa valeur ajoutée de près de 11,5% en 2008. Par conséquent, la croissance du Produit Intérieur Brut serait de 5,8% en 2008 au lieu de 1,6% en 2007.

Graphique n°4 : Evolution de la croissance du PIB réel et de l'inflation durant la période 1999-2008



III-2-1-Le secteur non agricole : activités secondaires et tertiaires

L'amélioration des activités non agricoles concerne, au premier lieu, les services marchands (tourisme, télécommunications, transports, hébergement et restauration, et services financiers).

La part du secteur tertiaire dans le PIB atteindrait 63,3% au lieu de 63,1% en 2007 et 61,3% en 2006. Les activités des services sont ainsi en train de prendre une place croissante dans l'économie nationale. Leur contribution à la croissance économique représenterait 3,3 points en 2008 au lieu de 2,9 points en 2007 et 2,6 points en 2006. Quant aux services non marchands (administrations publiques), ils s'accroîtraient selon un rythme modeste, eu égard à la légère hausse de la masse salariale dans le secteur public. Ainsi, le secteur tertiaire réaliserait une augmentation d'environ 5,2% en 2008 au lieu de 4,7% en 2007.

Concernant le secteur secondaire, il consoliderait son rythme de croissance aux environs de 4,6% profitant de la reprise des industries de textile et cuir, de la consolidation de l'activité du Bâtiment et du lancement de nouveaux chantiers d'infrastructures de base. Cependant, la contribution du secteur secondaire à la croissance économique resterait stable, soit 1,2 points durant la période 2006-2008, au lieu de 1,6 points en 2005, au moment où la contribution du secteur primaire connaît une forte volatilité en raison des fluctuations des conditions climatiques

III-2-2-Le secteur primaire

L'hypothèse retenue pour la production céréalière durant la campagne agricole 2007-2008 est de 60 millions de quintaux, conjuguée à une amélioration de la production des autres cultures et de la reprise de l'activité de l'élevage et éventuellement de la pêche maritime. A cet effet, la valeur ajoutée réelle du secteur primaire se redresserait de 11,5% par rapport à 2007.

III-3- LES COMPOSANTES DU PRODUIT INTERIEUR BRUT

III-3-1- La consommation finale nationale

La consommation finale nationale enregistrerait une hausse de 7,4% aux prix courants, au lieu de 5,8% en 2007. Elle serait due à l'amélioration attendue de la consommation des ménages résidents qui enregistrerait une progression de 9% au lieu de 4,6% en 2007, attribuable essentiellement à l'hypothèse de réalisation d'une campagne agricole moyenne 2007-2008, générant des revenus substantiels en faveur des agriculteurs, et induisant l'augmentation de l'autoconsommation en produits agricoles.

Toutefois, la consommation finale des administrations publiques connaîtrait un ralentissement de son rythme de croissance en s'établissant à 2,7% en 2008 au lieu de 9,4% en 2007, année de forte augmentation des dépenses de fonctionnement non salariées.

III-3-2- L'investissement brut

L'investissement brut, composé de la formation brut de capital fixe (FBCF) et de la variation des stocks, s'inscrirait dans la ligne de ses performances enregistrées depuis le début des années 2000 sous l'effet des chantiers d'envergure de l'habitat social, des projets d'infrastructures et de l'aménagement de zones touristiques.

La FBCF dépasserait, pour la première fois, 200 milliards de dirhams, en accroissement de 10,7% après le taux de 11,8% estimé pour 2007, et le taux d'investissement (FBCF et variation des stocks) représenterait 33,4% du PIB en 2008 au lieu de 31,8% en 2007.

En effet, le Maroc est devenu une destination de plus en plus privilégiée pour les capitaux étrangers, notamment européens, arabes et américains, comme en témoigne le volume de ces investissements qui ne cesse d'augmenter atteignant près de **30** milliards de dirhams en 2006.

Les réformes et mesures de politiques économiques entreprises en faveur du climat des affaires, associées à une stabilité du cadre macroéconomique du Maroc ont permis de renforcer le volume des investissements notamment, dans l'habitat, les projets touristiques et les industries textiles.

Les investissements substantiels actuellement en cours de réalisation, vont certainement produire des effets à moyen et à long terme, mais dans l'immédiat, ils constituent sans conteste un facteur de relance de la demande.

Le secteur public contribuerait largement à cette expansion de l'investissement. A titre de rappel, le montant global de l'investissement public passerait de 81,9 milliards de dirhams en 2006 à 90,6 milliards de dirhams en 2007, soit une progression de 10,4%. Cette tendance se maintiendrait en 2008, non seulement par la consolidation des investissements des entreprises publiques et des administrations mais également par une éventuelle expansion des investissements des collectivités locales.

III-3-3-Le commerce extérieur

Les hypothèses sous tendant les échanges extérieurs du Maroc en 2008 sont basées sur un environnement international favorable caractérisé par un dynamisme du commerce mondial, quoiqu'à un rythme légèrement inférieur à celui de 2006. Il engendrerait, toutefois, un renforcement de la demande mondiale adressée au Maroc.

Les exportations marocaines profiteraient également des nouvelles opportunités offertes par les nouveaux marchés, notamment américain dans le cadre de l'application des dispositions des accords du libre échange (Etats-Unis d'Amérique, Tunisie, Egypte, Jordanie et Turquie).

De même, le lancement de l'activité du nouveau port Tanger-Med, prévu pour le mois de juillet de l'année en cours, permettrait au Maroc de conquérir de nouveaux marchés à l'export et de commencer à jouer un rôle crucial dans les échanges commerciaux dans la région méditerranéenne.

De ce fait, les exportations de biens et services⁴ maintiendraient leur rythme de croissance à près de 10,8%, suite à la consolidation du rythme de croissance des exportations de marchandises et à la poursuite des performances de l'activité touristique.

Parallèlement, les importations de biens et services⁵ enregistreraient une augmentation de 12,9% en 2008 au lieu de 14,5% en 2007. Cette décélération du rythme de croissance s'explique, essentiellement, par le niveau élevé des importations en 2007, notamment des produits agricoles consécutivement aux effets de la sécheresse, qui devrait fléchir en 2008 étant donné l'hypothèse d'une production céréalière moyenne.

Le déficit en ressources (échanges de biens et services) serait accentué passant à 7,6% du PIB en 2008 au lieu de 6,7% en 2007 et 5,4% en 2006. Ainsi, ce déficit serait de plus en plus structurel malgré l'ampleur des recettes engendrées par l'activité du secteur du tourisme.

⁴ y compris les recettes de voyages.

⁵ y compris les dépenses de voyages.

III-3-4-La contribution des composantes du PIB à la croissance

La croissance de 5,8% du PIB prévue en 2008 serait due principalement à la contribution des composantes de la demande intérieure, notamment la consommation finale nationale et la FBCF. En effet, la consommation finale des ménages résidents, principale composante de la demande, devrait contribuer avec 3 points à la croissance au lieu de 1,2 point en 2007. La consommation publique dégagerait une baisse de sa contribution à la croissance, passant de 1,1 point en 2007 à 0,3 point en 2008.

La FBCF qui devrait s'accroître de près de 8% en volume, contribuerait avec près de 2,5 points à la croissance, soit presque le même niveau qu'en 2007. L'investissement brut (FBCF et variation de stocks) aurait une contribution de 3,1 points au lieu de 0,4 point seulement en 2007.

De leur part, les exportations de biens et services maintiendraient leur contribution à la croissance économique au niveau de 2,6 points. En prenant en considération le léger ralentissement du rythme d'augmentation des importations, la contribution nette des exportations à la croissance serait légèrement atténuée en passant de -1,1 points en 2007 à -0,6 point.

IV- LE REVENU NATIONAL, L'EPARGNE ET L'INVESTISSEMENT

Le revenu national brut disponible, composé du PIB nominal et des revenus nets en provenance du reste du monde, enregistrerait une hausse de l'ordre de 8,2% au lieu de 5,1% en 2007. Cette reprise serait due essentiellement à l'amélioration de la croissance du PIB en 2008 suite à la consolidation de la croissance du secteur non agricole et à la hausse de la valeur ajoutée du secteur primaire.

De leur côté, les revenus nets en provenance du reste du monde et sous l'effet de la consolidation du rythme d'accroissement des transferts des résidents marocains à l'étranger, connaîtraient une augmentation d'environ 7,8%, soit presque au rythme tendanciel des dernières années.

Par ailleurs, l'analyse de l'équilibre ressources-emplois fait ressortir une amélioration de la consommation finale nationale de l'ordre de 7,4% en 2008, soit un rythme légèrement inférieur à celui du PIB nominal. De ce fait, l'épargne intérieure se renforcerait en représentant 25,7% du PIB.

Toutefois, ce niveau d'épargne intérieure serait insuffisant pour soutenir les perspectives en matière d'investissement qui atteindraient 33,4% du PIB. Cet écart serait largement compensé par les flux procurés par les transferts courants au niveau de la balance de paiements. L'épargne nationale représenterait, ainsi, 34,8% du PIB et le compte Epargne-Investissement dégagerait un excédent de financement de l'ordre de 1,4% du PIB au lieu de 2,4% estimé pour 2007.

ANNEXES

ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

CROISSANCE ECONOMIQUE MONDIALE SELON LES GRANDES REGIONS

(En %)

Pays ou groupe de pays	2005	2006	2007*	2008**
-Monde	4,9	5,4	4,9	4,9
-Les économies avancées	2,5	3,1	2,5	2,7
-Etats-Unis	3,2	3,3	2,3	2,3
-Zone Euro	1,4	2,6	2,3	2,3
-Japon	1,9	2,2	2,3	1,9
- pays en développement	7,5	7,9	7,5	7,1
- Asie	9,2	9,4	8,8	8,4
dont la Chine	10,4	10,7	10,0	9,5
- Afrique	5,6	5,5	6,2	5,8
- Amérique latine	4,6	5,5	4,9	4,2

Source: FMI. Perspectives économiques mondiales. avril 2007.

EVOLUTION DES PRIX ET DU COMMERCE MONDIAL EN VOLUME

(En %)

Rubriques	2005	2006	2007*	2008**
Prix à la consommation :				
- Economies avancées	2,3	2,3	1,8	2,1
- Pays en développement	5,3	5,2	5,0	4,9
Commerce mondial en volume	7,4	9,2	7,0	7,4
Cours du pétrole (moyenne en \$/baril) selon la Commission Européenne...	53,3	64,0	66,2	70,3

Source: - FMI. Perspectives économiques mondiales. Avril 2007.

- Commission Européenne.

NB : *Estimations et ** prévisions établies par le Haut Commissariat au Plan. Juin 2007.

ECONOMIE NATIONALE

EVOLUTION DU PRODUIT INTERIEUR BRUT

En volume (prix de l'année précédente)

(Croissance en %)

Rubriques	2005	2006	2007*	2008**
• Secteur primaire	-11,8	21,0	-17,2	11,5
• Secteur non agricole	4,9	6,2	4,7	5,0
✓ Secteur Secondaire	6,5	4,7	4,7	4,6
✓ Secteur Tertiaire	4,3	6,8	4,7	5,2
Croissance du PIB en volume	2,4	8,0	1,6	5,8
Variation du prix implicite du PIB	2,1	2,1	2,6	2,4
PIB en valeur (Millions de Dirhams courants)	522649	575271	599763	648878
Variation en (%)	4,5	10,1	4,2	8,2

* Estimations et ** prévisions établies par le Haut Commissariat au Plan. Juin 2007.

STRUCTURE DU PIB EN VOLUME

(En %)

Secteurs	2005	2006	2007*	2008**
Primaire	12,7	13,4	11,4	11,8
Secondaire	26,0	25,3	25,5	24,9
Tertiaire	61,3	61,3	63,1	63,3

* Estimations et ** prévisions établies par le Haut Commissariat au Plan. Juin 2007.

EQUILIBRE DU PIB

(Prix courants)

RUBRIQUES	2005	2006	2007*	2008**
PIB	522.649	575.271	599.763	648878
	4,5	10,1	4,2	8,2
Consommation finale,	396.578	424.334	448903	482054
dont :	3,7	7,0	5,8	7,4
-Ménages résidents	295.998	319127	333807	363849
	2,7	7,8	4,6	9,0
-Administrations publiques	100.580	105.207	115096	118204
	6,9	4,6	9,4	2,7
FBCF	149.054	165.301	184807	204581
	11,7	10,9	11,8	10,7
Variation des stocks	9.078	16.714	6075	11842
Exportations de biens et services	165.382	189.921	212919	235871
	13,3	14,8	12,1	10,8
Importations de biens et services	197.443	220.998	252940	285470
	14,8	11,9	14,5	12,9

* Estimations et ** prévisions établies par le Haut Commissariat au Plan. Juin 2007.

NB : - Valeurs en millions de dirhams courants.

- Variations en %.

EQUILIBRE DU PIB
En volume (prix de l'année précédente)
(Croissance en %)

RUBRIQUES	2005	2006	2007*	2008**
PIB	2,4	8,0	1,6	5,8
Consommation finale nationale	1,4	3,9	3,0	4,3
Dont : -Ménages résidents	1,1	3,9	2,0	5,3
-Administrations publiques	2,2	3,8	6,2	1,5
FBCF	7,4	8,3	8,0	7,9
Exportations de biens et services	10,3	10,5	8,2	7,0
Importations de biens et services	7,3	6,7	9,8	7,2

* Estimations et ** prévisions établies par le Haut Commissariat au Plan. Juin 2007.

CONTRIBUTION DES AGREGATS
DE LA DEMANDE A LA CROISSANCE
(En nombre de points de croissance)

RUBRIQUES	2005	2006	2007*	2008**
PIB	2,4	8,0	1,6	5,8
Consommation Finale, dont :	1,0	2,9	2,3	3,3
-Ménages Résidents	0,6	2,2	1,2	3,0
-Administrations Publiques	0,4	0,7	1,1	0,3
FBCF	2,0	2,4	2,3	2,5
Variation des stocks	-1,1	1,9	-1,9	0,6
Commerce extérieur de biens et services	0,5	0,8	-1,1	-0,6

* Estimations et ** prévisions établies par le Haut Commissariat au Plan. Juin 2007.

REVENU NATIONAL BRUT DISPONIBLE ET SON AFFECTATION

(En millions de dirhams courants)

RUBRIQUES	2005	2006	2007*	2008**
PIB	522649	575271	599763	648878
	4,5	10,1	4,3	8,2
Revenu National Brut Disponible (RNBD)	564730	622673	654263	707638
	5,6	10,3	5,1	8,2
Consommation finale nationale	396578	424334	448903	482054
	3,7	7,0	5,8	7,4
Epargne intérieure en % du PIB	126071	150936	150860	166824
	24,1	26,2	25,2	25,7
Epargne nationale en% du RNBD	168152	198340	205360	225584
	29,8	31,9	31,4	31,9

* Estimations et ** prévisions établies par le Haut Commissariat au Plan. Juin 2007.

COMPTE EPARGNE-INVESTISSEMENT

(En % du PIB)

Rubriques	2005	2006	2007*	2008**
Investissement brut.....	30,3	31,6	31,8	33,4
Revenus nets en provenance du reste du monde	8,1	8,2	9,1	9,1
Epargne nationale.....	32,2	34,5	34,2	34,8
Solde de financement	1,9	2,8	2,4	1,4

* Estimations et ** prévisions établies par le Haut Commissariat au Plan. Juin 2007.

LE COMMERCE EXTERIEUR

(En millions de dirhams courants)

RUBRIQUES	2005	2006	2007*	2008**
Exportations de biens et services	165.382	189.921	212.919	235.871
Variation en %	13,3	14,8	12,1	10,8
Importations de biens et services	197.443	220.998	252.940	285.470
Variation en %	14,8	11,9	14,5	12,9
Déficit en ressources	-32061	-31077	-40022	-49598
(en % du PIB)	-6,2	-5,4	-6,7	-7,6

* Estimations et ** prévisions établies par le Haut Commissariat au Plan. Juin 2007.